

Archambault, Guy

Budapest 1993–1997 : la Hongrie dans les yeux d'un diplomate canadien : regards croisés sur le nationalisme et le populisme

The Central European journal of Canadian studies. 2022, vol. 17, iss. [1], pp. 61-69

ISBN 978-80-280-0288-6 (print); ISBN 978-80-280-0289-3 (online ; pdf)
ISSN 1213-7715 (print); ISSN 2336-4556 (online)

Stable URL (handle): <https://hdl.handle.net/11222.digilib/digilib.78043>

Access Date: 26. 02. 2024

Version: 20230517

Terms of use: Digital Library of the Faculty of Arts, Masaryk University provides access to digitized documents strictly for personal use, unless otherwise specified.



Budapest 1993–1997 : la Hongrie dans les yeux d'un diplomate canadien

Regards croisés sur le nationalisme et le populisme

Budapest 1993-1997: Hungary Through the Eyes of a Canadian Diplomat

Reflections on Nationalism and Populism

Guy Archambault

Abstract

In this article, Guy Archambault examines the evolution of Hungary in the light of his experience as a diplomat in this country during the crucial period of post-communism. He discusses Canada's support for Hungary at that time and the recent deterioration in relations between the two countries. He wonders about the transformation of Hungary, considered by the West as the "star pupil" of the transition to democracy and the market economy in the 1990s, and how it has become a champion of illiberalism and a detractor of Western values. He finds the sources of this metamorphosis in the dysfunctions of the economic transition, the persistence of the nationalist and conservative tradition and the difficulties of adapting to societal changes that have become the norm in Western countries. Finally, the author notes unexpected parallels between Canadian-Quebec and Hungarian national issues..

Keywords: Hungary, Canada, Quebec, post-communism, liberalism, conservatism, nationalism, cultural and societal issues

Résumé

Dans cet article, Guy Archambault examine l'évolution de la Hongrie à la lumière de son expérience de diplomate dans ce pays pendant la période cruciale du postcommunisme. Il évoque le soutien du Canada à la Hongrie à cette époque et la récente dégradation des relations entre les deux pays. Il s'interroge sur la transformation de la Hongrie, considérée par l'Occident comme le "meilleur élève" de la transition vers la démocratie et l'économie de marché dans les années 1990, devenue aujourd'hui le chantre de l'illibéralisme et le détracteur des valeurs occidentales. Il trouve les sources de cette métamorphose dans les dysfonctionnements de la transition économique, la persistance de la tradition nationaliste et conservatrice et les difficultés d'adaptation à des évolutions sociétales devenues la norme dans les pays occidentaux. Enfin, l'auteur note des parallèles inattendus entre les questions nationales canado-québécoise et hongroise.

Mots-clés : Hongrie, Canada, Québec, postcommunisme, libéralisme, conservatisme, nationalisme, questions culturelles et sociétales



Après l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en 1985, l'histoire s'est accélérée en Europe centrale et orientale. Nous observions, incrédules et ravis, le vent de liberté et de démocratie qui allait mener à la réunification de l'Europe, la fin de la guerre froide et – on peut toujours rêver – une ère de paix pour l'Europe et pour le monde. C'est donc avec enthousiasme que j'ai accepté, en 1993, la proposition d'une affectation diplomatique à Budapest qui me permettrait d'assister aux premières loges à ces événements historiques.

A cette époque, en Europe centrale, le travail des diplomates canadiens était d'autant plus intéressant que notre pays avait la possibilité de peser sur les événements en appuyant les efforts des anciens pays communistes pour construire l'État de droit et s'intégrer aux institutions euro-atlantiques. Notre action était accueillie de façon consensuelle tant au Canada qu'au sein des pays d'accueil.

En plus de la Hongrie, l'ambassade canadienne à Budapest était responsable de la Slovénie, la Bulgarie et l'Albanie, ce qui nous offrait un poste d'observation remarquable sur les processus de transition de quatre pays ayant représenté chacun un modèle bien typé du communisme européen. Je ne parlerai ici que de la Hongrie qui constituait le cœur de notre mission.

La Hongrie était à l'époque le chouchou de l'Occident. On n'avait pas oublié son attitude courageuse quand, en 1956, douze ans avant le printemps de Prague, elle avait tenté d'instaurer un socialisme « à visage humain ». On saluait le doigté de ses dirigeants qui, après la répression sanglante de cette expérience, avaient tout de même construit le modèle le plus libéral¹ qu'il était possible de concevoir à l'ombre de Moscou. Le mode de vie modeste de János Kádár et le slogan antistalinien qu'on lui attribuait, « qui n'est pas contre nous est avec nous », contrastaient avec le tropisme autoritaire des dirigeants des pays communistes voisins. Enfin, les démocraties européennes, et particulièrement l'Allemagne, vouaient une profonde gratitude à la Hongrie pour l'ouverture des frontières en 1989, initiative déterminante dans les événements qui allaient mener à la chute du mur de Berlin.

Dans les premières années du post-communisme, le comportement du « meilleur élève de la classe » allait être à l'avenant. La Hongrie était engagée dans une marche accélérée vers l'État de droit et l'économie de marché et, indice infailible de sa bonne réputation, elle avait attiré plus d'investissements des entreprises occidentales que tous les autres pays ex-communistes d'Europe réunis.

Derrière ce portrait idyllique, la société hongroise souffrait d'une débauche de difficultés et d'adversité. La transition économique s'inscrivait dans une mondialisation accélérée, souvent brutale, qui laissait une cohorte de démunis au bord du che-

1) Ici comme ailleurs dans ce papier, je donne aux mots « libéral » et « libéralisme » un sens classique dans le sillage de Locke et Montesquieu, le libéralisme étant un humanisme prônant l'émancipation humaine par l'autonomie, la liberté et la responsabilité des personnes contre les tyrannies. C'était le sens du terme chez les ex-dissidents, hongrois et c'est son sens prédominant en Amérique du Nord.



min. Bien des programmes sociaux de l'époque communiste, y compris le système de pensions, s'étaient effondrés. Les Hongrois se sentaient bousculés par l'intrusion des valeurs occidentales et par la perception d'un découplage entre les laissés-pour-compte et les élites urbaines, fortement scolarisées, qui profitaient de la transition.

Il serait simpliste d'affirmer que les élites libérales mondialisées étaient inconscientes des dysfonctionnements de la transition et indifférentes au sort des démunis. Mais elles estimaient que l'opportunité historique de se débarrasser d'un modèle oppressif et de revenir au bercail européen risquait d'être brève. Entre la nécessité de saisir cette chance historique et celle d'atténuer les impacts négatifs de la transition, les dirigeants hongrois de l'époque n'ont pas toujours trouvé l'équilibre idéal. Comme ailleurs en Europe, cette mondialisation porteuse d'inégalités allait alimenter plus tard une puissante réaction populiste.

Malgré ces importantes nuances, il reste que les années '90 furent marquées en Hongrie par une soif de liberté et une ouverture enthousiaste sur le monde, en particulier sur les pays occidentaux. Dans ce contexte, le travail d'un diplomate canadien était gratifiant : ouvrir les portes et avoir accès aux forces vives du pays d'accueil, voilà ce que cherche le diplomate. Or, dans la Hongrie des années '90, les portes s'ouvraient facilement.

Les forces politiques : conservatisme, nationalisme et progressisme

Nous pouvions donc développer des liens avec toutes les forces politiques. À mon arrivée en 1993, le pouvoir était détenu par le Forum Démocratique (MDF), un parti conservateur et nationaliste formé par d'anciens opposants, plutôt mous, au communisme, qui rêvaient de renouer avec une vieille Hongrie idéalisée. Malgré sa création récente, ce mouvement semblait dépassé par les événements et fatigué, à l'image de son leader gravement malade, József Antall.

Ces conservateurs souhaitaient ardemment s'intégrer à la communauté euro-atlantique, la voie la plus sûre pour se libérer du modèle communiste. Mais ils auraient préféré le faire tout en évitant l'adoption du modèle culturel ouest-européen. Ils n'avaient aucune attirance pour la société de consommation et du spectacle, le multiculturalisme et la déconstruction des valeurs traditionnelles. Nous verrons que cette contradiction est encore aujourd'hui au cœur de la problématique des relations de la Hongrie avec l'Occident.

Le deuxième parti politique du pays était le parti socialiste (MSZP), avatar de l'ancien parti communiste. Jouissant d'une longue expérience de gouvernement, il avait de fortes compétences et malgré son passé anti-démocratique, on lui reconnaissait



un rôle important dans la chute des régimes despotiques de la région. Paradoxalement, ces anciens communistes semblaient mieux comprendre les enjeux de la mondialisation et se montraient moins réticents que les conservateurs à l'égard des valeurs occidentales. La coalition politique que formait le parti socialiste avec l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ), parti formé d'anciens dissidents, illustre bien ce paradoxe. De toutes les forces politiques, le SZDSZ était celle qui avait le plus de proximité avec les conceptions occidentales, tant économiques que culturelles. Cette coalition allait gagner les élections de 1994 et continuer les réformes menant à l'État de droit, à l'économie de marché et à l'intégration euro-atlantique, sans réussir à atténuer la perception d'une fracture entre gagnants et perdants de la mondialisation.

Une quatrième force politique était promise à un bel avenir. En 1993, l'alliance des jeunes démocrates, FIDESZ, dirigée par Viktor Orbán, était encore considérée comme un parti progressiste et libéral, mais on la voyait évoluer rapidement vers le nationalisme et le conservatisme. Les membres progressistes du parti le quittaient pour se joindre au SZDSZ. On racontait que, conscient de sa mort prochaine, József Antall aurait dit à Orbán qu'il le voyait comme son successeur et que Orbán en aurait été profondément ému. Il considérait que le conservatisme était mal représenté sur la scène politique et que ce terrain vacant offrait un immense potentiel à qui saurait l'occuper. Nous le voyions déjà s'atteler à la tâche avec la pugnacité qu'on lui connaît.

Transition politique et économique : un rôle pour le Canada

Comme je l'ai écrit ci-dessus, l'Ambassade canadienne appuyait activement la transition. Nous menions un dialogue avec le gouvernement hongrois sur les réformes légales et économiques et nous avons institué un programme de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) afin d'apporter une assistance technique à la mise en œuvre de ces réformes.

L'action du Canada jouissait d'un atout formidable en la présence d'une dynamique communauté de Canadiens d'origine hongroise. Plusieurs étaient des réfugiés hongrois de 1956 ou des filles ou fils de ces derniers. Dans les années '90, en Hongrie, le souvenir de 1956 restait vif. L'accueil par le Canada des réfugiés hongrois quarante ans plus tôt était salué par une vaste majorité des leaders hongrois et alimentait un réservoir de bonne volonté à l'égard du Canada. Mais surtout, plusieurs de ces Canadiens d'origine hongroise renouaient avec la Hongrie. Certains participaient à nos programmes de coopération technique. D'autres mettaient su pied des joint-ventures ou d'autres formes d'association entre entreprises canadiennes et hongroises. Notre programme commercial les appuyait et avait contribué à la création d'une chambre de commerce canado-hongroise.



Le Canada bénéficiait aussi de la présence d'un magnifique réseau d'études canadiennes au sein des universités hongroises. Les animateurs de ce réseau étaient des professeurs qui s'étaient intéressés au Canada avant même la chute du communisme. Ils diffusaient un intérêt non seulement pour la littérature et l'art canadiens mais aussi pour sa société, ses valeurs et son système politique, économique et légal. Les étudiants hongrois pouvaient ainsi se familiariser avec un autre modèle de société. Nos rencontres fréquentes avec ces universitaires et leurs étudiants étaient non seulement l'occasion de contribuer au rayonnement du Canada, mais aussi d'apprendre beaucoup sur la société et le système d'éducation ainsi que sur les aspirations de la jeunesse hongroise.

La politique étrangère hongroise : les séquelles de Trianon

Nous étions aussi engagés dans un dialogue avec la Hongrie sur les tensions régionales et les questions de sécurité internationale dans le contexte des efforts de la Hongrie, appuyés par le Canada, pour intégrer l'OTAN. La Hongrie avait à l'époque une politique étrangère d'une grande lisibilité. Ses priorités étaient : 1. s'intégrer dans la communauté des États européens libres, prospères et démocratiques, et devenir membres de l'Union européenne et de l'OTAN; 2. assainir les relations de la Hongrie avec les pays voisins, tout en promouvant les droits des minorités hongroises de ces pays. Les deux priorités étaient étroitement reliées.

Si la première priorité jouissait d'un appui presque unanime au sein des élites politiques, la deuxième dessinait une ligne de faille entre les progressistes et les libéraux d'une part, les nationalistes de l'autre. Ces derniers n'avaient toujours pas digéré le traité de Trianon de 1920 qui avait amputé la Hongrie de 70 % de son territoire, y compris des régions à fortes minorités hongroises. Trianon était le symbole d'un siècle catastrophique qui avait commencé par cette mutilation et l'écrasement d'une première expérience communiste (1919) pour se poursuivre à l'ombre du nazisme dans les années '30 et '40 puis sous la domination soviétique. A la fin du 20^{ème} siècle, la présence de minorités hongroises dans les pays voisins ravivait constamment le souvenir douloureux de Trianon.

Sans aller jusqu'à remettre en question les frontières actuelles, les nationalistes ne voulaient faire aucun cadeau aux pays voisins (particulièrement la Roumanie et la Slovaquie) et n'hésitaient pas à mener le dossier des minorités hongroises d'une façon offensive, notamment par une politique interventionniste auprès des minorités hongroises de ces pays.

Les progressistes trouvaient plutôt leur inspiration du côté de la réconciliation franco-allemande. Ils soutenaient que l'intégration de la Hongrie et des pays voisins



aux institutions euro-atlantiques, particulièrement à l'Union européenne, rendrait les frontières nationales moins décisives, cicatrisant ainsi la blessure de Trianon en instaurant un régime de coopération amicale entre les pays de la région et en réunissant à nouveau tous les Hongrois, pacifiquement, dans un destin commun. Il va sans dire que cette approche nous apparaissait empreinte de sagesse.

Hongrie et Québec : la question nationale

Cette problématique n'était pas sans provoquer des échos en moi, me rappelant la question nationale québécoise qui suscitait tant de passion chez nous. Malgré les contextes géographiques et historiques assez distants, je notais des correspondances comme cette curieuse simultanéité qui situe en 1867 l'établissement de la double monarchie austro-hongroise et de la « confédération » canadienne. Malgré l'éloignement historique et géographique, la Hongrie et le Québec ne partageaient-ils pas une posture étonnamment similaire, celle de la nation rebelle aspirant à l'autonomie ou à l'indépendance, une aspiration imparfaitement réalisée en 1867 ?

Le parallèle devenait encore plus intéressant sous l'angle des minorités. La nation hongroise de 1867 cherchait à se libérer de son statut inférieur, minoritaire, face à l'Autriche. Mais, telles des poupées russes, cette nation minoritaire contenait ses propres minorités, Roumains, Croates, Serbes, Slovaques, juifs et gitans. Si la Hongrie se sentait dominée au sein de l'empire autrichien, on l'accusait d'être dominatrice à l'égard de ces minorités. Ces dernières se tournaient vers le pouvoir central de Vienne qui voyait tout l'intérêt qu'il avait à accepter le rôle d'arbitre et de protecteur des minorités en Hongrie. De même, au Canada, le Québec se percevait comme une nation opprimée et exigeait une autonomie accrue, mais son essor national était perçu comme une menace par les minorités anglophones, autochtones et allophones qui demandaient la protection du gouvernement fédéral.

Bien sûr, cette comparaison n'est pas exempte d'anachronisme. En 1867, le Québec n'était pas une vieille nation sûre d'elle comme la Hongrie. C'est dans les années '60 du vingtième siècle que le Québec connaîtra une émancipation comparable à celle de la Hongrie un siècle plus tôt. Cependant, cette problématique était en germe dans le compromis fédéral de 1867.

Le Québec et la Hongrie ont connu des bouleversements culturels et sociaux dramatiques dans la deuxième moitié du vingtième siècle : le Québec pendant sa « révolution tranquille » des années '60 et '70, la Hongrie à l'occasion de sa transition-occidentalisation des années '80-'90. Les hiérarchies traditionnelles (église et notables au Québec, parti communiste en Hongrie) ont été bousculées ainsi que les valeurs patriarcales dont elles étaient porteuses. Les sociétés sont entrées, avec une certaine



brutalité, dans le courant dominant libéral occidental. Ces bouleversements, accueillis comme une libération par beaucoup, avaient fragilisé l'identité de larges secteurs traditionnels de ces sociétés.

Aujourd'hui, le Québec est une nation jeune, qui a vécu successivement sous la férule de la France puis de l'Angleterre avant de devenir une entité minoritaire au sein de Canada. Son affermissement national, ne remontant qu'à la deuxième moitié du vingtième siècle, n'en est pas moins vigoureux. La Hongrie, elle, est un pays au passé glorieux mais humilié par le vingtième siècle. L'un invente son identité avec exaltation, l'autre désire renouer avec une identité glorieuse mais fragilisée.

Dans des contextes historiques différents, la question nationale est attisée en Hongrie comme au Québec par la perception d'une menace de disparition. Les nationalistes québécois craignent l'anéantissement sous les coups du multiculturalisme canadien et de l'océan anglophone nord-américain, niveleurs de cultures. La Hongrie, après avoir survécu aux brutalités sans nom du nazisme et du communisme stalinien, se sent maintenant menacée par l'Union européenne libérale qui, en imposant des normes communes, risquerait, pensent les nationalistes, de détruire l'identité de ce petit pays à la langue et la culture hétérodoxes.

Mon identité québécoise a marqué ma compréhension des émotions à la source du nationalisme hongrois. Inversement, ma fréquentation du nationalisme hongrois a enrichi mon regard sur le nationalisme québécois. Vivre le référendum québécois de 1995 en Hongrie fut une expérience intense. L'indépendance du Québec était à mes yeux une option légitime, bien qu'elle eût mis le diplomate canadien que j'étais dans une posture fâcheuse. Surtout, éclairé par l'expérience hongroise, j'ai été sensible à la tension qui existait au Québec entre un nationalisme progressiste, d'émancipation et d'ouverture, surgi dans les années '60 (celui de René Lévesque et de Gérard Godin) et un nationalisme identitaire, conservateur, aux racines profondes, dont Maurice Duplessis et Lionel Groulx sont les figures emblématiques, qui allait réapparaître au 21^{ème} siècle sans nécessairement reconnaître sa filiation.

Questions culturelles et sociétales : les sources du désamour

Les angoisses identitaires amplifiées par les inégalités consécutives à la mondialisation ont été le moteur du populisme conservateur et anti-occidental hongrois. Ce populisme se nourrit aussi des bouleversements culturels et sociétaux importés de l'Occident. Dans les années '90, nous constatons le conservatisme social de la société hongroise et de sa classe politique, à l'exception notable du SZDSZ, mais la question des valeurs sociétales nous apparaissait secondaire. Nous pensions que l'extension du multiculturalisme et de la déconstruction des valeurs patriarcales que connaissait



l'Occident depuis la fin des années '50 avaient vocation à s'approfondir et à s'universaliser, en particulier dans les pays aspirant à s'intégrer au tissu des nations européennes et nord-américaines. Nous n'avions pas anticipé les grincements que ces questions allaient provoquer au 21^{ème} siècle, au point que la « guerre culturelle » allait devenir un marqueur du paysage politique.

Nous n'avions pas vu venir la réaction vigoureuse des forces traditionnalistes et l'instrumentalisation de cette réaction par une droite radicale s'inspirant paradoxalement de Gramsci et des méthodes de l'extrême-gauche. Rétrospectivement, nous comprenons que cette réaction a été particulièrement forte en Hongrie parce que les changements sociétaux y ont été plus brutaux qu'ailleurs, étant survenus subitement, dans la foulée de l'ouverture des années '80-'90, tandis qu'ils s'opéraient graduellement depuis trente ou quarante ans en Europe de l'ouest et en Amérique du nord. Si on ajoute la perception hongroise d'une fragilité nationale et l'expérience douloureuse de la domination étrangère subie pendant des générations, on peut comprendre l'exaspération suscitée par l'imposition de normes européennes bouleversant les valeurs traditionnelles. En Hongrie comme ailleurs, la radicalisation populiste est fille de la souffrance. Cette analyse pourrait s'appliquer également à la Pologne.

Un autre ingrédient est essentiel à l'émergence du populisme : son incarnation dans la personne d'un leader charismatique. Sur ce plan, la Hongrie a été choyée. Avec beaucoup d'audace, de talent et de démagogie, Viktor Orbán a instrumentalisé les souffrances économiques et soufflé sur les émotions et les fantasmes, en particulier la peur de l'homosexualité, de l'immigration et du multiculturalisme ainsi que le sentiment d'injustice au sujet du traité de Trianon et du sort des Hongrois des pays voisins. Il a su donner à ces angoisses un éclairage populiste : l'opposition peuple-élite. Les élites stigmatisées ont été soigneusement choisies parmi les progressistes et les étrangers, tels George Soros, L'université d'Europe centrale, le Fonds monétaire international et surtout l'Union européenne, présentés comme porteurs des réformes économiques et des valeurs culturelles menaçantes pour l'identité nationale. Les élites traditionnelles, incluant l'église, les notables locaux, les politiciens conservateurs et les forces économiques nationalistes sont au contraire choyées par le régime, présentées comme protectrices de la Nation.

Avec une rare audace, M. Orbán a attisé le sentiment anti-Union européenne pour servir ses intérêts politiques tout en profitant des largesses communautaires, jouant de la mollesse et des divisions de cette entité multinationale et testant ses limites avec une précision chirurgicale.

Pendant que le conservatisme social triomphait en Hongrie, le contraire se produisait au Canada où le multiculturalisme et la déconstruction des valeurs religieuses, familiales et sexuelles sont devenus prévalents. « Accommodements raisonnables »



en faveur des minorités religieuses, promotion du féminisme et des droits LGBTQ, mariage homosexuel, popularité des « gay prides », légalisation de la marijuana, strict contrôle des armes à feu sont autant d'expressions de la déconstruction des normes et hiérarchies traditionnelles.

Cette culture « post-moderne », qualifiée péjorativement de « wokisme » ou de « cancel culture », ne recueille pas l'unanimité au Canada. L'animosité de nombreux Québécois à l'égard du multiculturalisme, dans lequel ils voient une menace à leur identité, en est une manifestation, de même que la prépondérance du parti conservateur dans de vastes régions du Canada. Il n'en reste pas moins que certains de ses piliers, tels l'égalité des femmes, la condamnation du racisme, le droit à l'avortement et le mariage homosexuel font désormais l'objet d'un large consensus, y compris parmi les conservateurs.

Quand la Hongrie s'est choisie pour premier ministre une vigoureuse incarnation du conservatisme social, le Canada a fait l'inverse. Aucun dirigeant du monde n'incarne mieux les valeurs « woke » que Justin Trudeau ! Et puisque les questions sociétales sont devenues des lignes de fractures centrales tant à l'intérieur de nos sociétés qu'au sein de la communauté internationale, il n'est pas étonnant que les relations entre la Hongrie et le Canada en souffrent, comme je l'ai constaté lors de mon dernier séjour à Budapest en 2018.

J'ai écrit que la Hongrie était dans les années '90 le chouchou de l'Occident. Aujourd'hui, elle est devenue la bête noire de ceux-là mêmes qui l'admiraient à l'époque: les progressistes et les libéraux. C'est une source de tristesse pour l'ancien diplomate qui vivait dans l'enthousiasme les retrouvailles avec la vieille Hongrie et qui fantasmaient sur les grandes dates qui reliaient nos pays : 1867, 1956, 1989 ...

Après avoir étudié la géographie à l'Université du Québec à Montréal, **GUY ARCHAMBAULT** enseigne pendant deux ans dans un village inuit de la Baie d'Hudson, Inukjuak, puis se joignit au ministère des Affaires étrangères en 1982. Il eut des affectations diplomatiques au Pérou, en France et en Hongrie en plus d'effectuer des missions dans une vingtaine de pays. En tant que directeur adjoint puis directeur des Balkans au ministère des Affaires étrangères du Canada de 1997 à 2002, il œuvra aux processus de paix dans la région, particulièrement en Bosnie et au Kosovo.

